

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 497

[C - 98/27102]

**11 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif au régime fiscal applicable au déversement d'eaux usées provenant d'établissements
où sont gardés ou élevés des animaux**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, tel qu'il a été modifié par les décrets des 25 juillet 1991, 23 décembre 1993 et 7 mars 1996 et notamment les articles 1^{er}, 9^o, 3, 3^o, b, et 13 § 4;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de préciser et d'adapter, sur base de l'expérience acquise et en application de la modification décrétele du 23 décembre 1993, le régime fiscal applicable au déversement d'eaux usées provenant d'établissements où sont gardés ou élevés des animaux;

Considérant la nécessité de prendre sans retard les mesures réglementaires relatives à la détermination des quantités d'eaux usées agricoles produites en l'absence de dispositifs de comptage;

Considérant la nécessité de modifier sans délai la formule de déclaration d'épandage d'effluents d'élevage par un tiers;

Vu l'accord du Ministre du Budget,

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o "décret" : le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques tel qu'il a été modifié;

2^o "taxe" : la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques;

3^o "administration" : la Direction Taxe et Redevance de la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

4^o "effluents d'élevage" : le fumier, le lisier et le purin;

5^o "fumier" : le mélange de litière, d'urine et d'excréments d'animaux;

6^o "lisier" : les excréments et urines purs;

7^o "purin" : les urines seules ou les jus éventuels s'écoulant des fumiers.

Art. 2. La formule de déclaration visée à l'article 19 du décret, qui contient notamment les données permettant à l'administration de déterminer la catégorie industrielle ou domestique des eaux usées déversées, est établie suivant le modèle figurant à l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 3. Lorsque la charge polluante des effluents d'élevage est épandue à raison d'un maximum de 45 unités par hectare, les eaux usées agricoles sont assimilées aux eaux usées domestiques.

La charge polluante est déterminée en appliquant au nombre d'animaux de chaque catégorie les taux unitaires fixés à l'annexe 3 du décret.

Si tout ou partie des effluents d'élevage est épandu sur des terrains de tiers, la surface de ces terrains est prise en considération dans la détermination de la charge polluante épandue par hectare pour autant que le redevable joigne à la formule de déclaration visée à l'article 2 les attestations d'épandage établies par les tiers sur le modèle figurant à l'annexe 3 du présent arrêté.

Art. 4. § 1^{er}. L'exemption du paiement de la taxe sur le déversement des eaux usées agricoles assimilées aux eaux usées domestiques est accordée aux établissements qui répondent aux conditions suivantes :

1^o stockage des effluents d'élevage :

a) les bâtiments hébergeant les animaux sont pourvus d'une cuve étanche recueillant le lisier et le purin ou sont construits de manière à ce que les jus ne puissent s'échapper de l'aire de stabulation;

b) les cuves et les bâtiments hébergeant les animaux ne sont pas reliés à un égout public, à une eau de surface ordinaire, une voie artificielle d'écoulement des eaux pluviales, à un puits perdu et assimilé ou directement à une eau souterraine;

c) sur le lieu d'exploitation, le fumier retiré de l'étable est stocké sur une aire étanche et les jus sont, soit recueillis dans une fosse à purin, soit absorbés par un matériau épandable sur les terres; un dispositif permettant de séparer l'eau de pluie du purin peut être prévu;

d) les cuves et fosses recueillant les effluents liquides ne sont pas pourvues d'un trop-plein et le produit de leur vidange est intégralement épandu sur les terres;

2° les épandages des effluents d'élevage sont effectués conformément aux dispositions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 juillet 1991 réglementant les modalités d'épandage des effluents d'élevage.

§ 2. Seul le déversement d'eaux usées agricoles assimilées aux eaux usées domestiques correspondant à un volume maximum de 2,5 m³ par unité de charge polluante produite peut faire l'objet d'une exemption de la taxe.

§ 3. Pour obtenir l'exemption du paiement de la taxe, le redevable doit :

1° certifier sur l'honneur qu'il répond aux conditions d'exemption en complétant le formulaire de demande établi sur le modèle figurant à l'annexe 2 du présent arrêté;

2° compléter correctement la formule de déclaration visée à l'article 2;

3° retourner les deux documents susvisés à l'administration au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'année de déversement.

§ 4. Le redevable qui épand ou fait épandre une partie de ses effluents sur des terrains de tiers exploitants agricoles et qui répond lui-même aux conditions définies au § 1^{er} peut bénéficier de l'exemption du paiement de la taxe si les tiers concernés :

- respectent les conditions d'exemption définies au § 1^{er} s'ils exploitent eux-mêmes un établissement où sont gardés ou élevés des animaux et dans le cas contraire, les conditions d'exemption définies au § 1^{er}, 1°, b), d) et 2° si les effluents apportés sont provisoirement stockés avant épandage;

- autorisent les fonctionnaires visés au § 5 à procéder à des contrôles au sein de leur propre établissement;

- établissent sur le modèle figurant à l'annexe 4 du présent arrêté une déclaration sur l'honneur que le redevable doit joindre à la formule de déclaration visée à l'article 2.

§ 5. Sont habilités à contrôler sur place le respect par le redevable des conditions d'exemption de la taxe, les fonctionnaires et agents contractuels chargés d'une fonction technique affectés à la Direction Taxe et Redevance de la Division de l'Eau ou de la Division de la Police de l'Environnement de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

§ 6. Le redevable bénéficiaire d'une mesure d'exemption est tenu d'informer immédiatement l'Administration dès qu'il ne remplit plus les conditions reprises aux §§ 1er et 4.

Art. 5. Pour les personnes qui déversent des eaux usées agricoles, qui ne répondent pas aux conditions d'exemption définies à l'article 4 du présent arrêté et qui ne peuvent déterminer le volume total d'eau prélevée au moyen de dispositifs de comptage, le volume pris en compte pour l'établissement du montant de la taxe s'obtient en additionnant la consommation présumée du ménage, soit 100 m³, et la consommation estimée du cheptel, fixée à 1,8 m³ par unité de charge polluante.

Il est présumé que la totalité du volume d'eau prélevée n'est pas mesurée au moyen de dispositifs de comptage lorsque le volume mesuré est inférieur à 1,2 m³ par unité de charge polluante.

Art. 6. Sont abrogés :

- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 janvier 1991 délimitant la catégorie des eaux usées agricoles assimilées aux eaux usées domestiques;

- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 septembre 1991 déterminant les conditions d'exemption de la taxe sur le déversement des eaux usées agricoles assimilées aux eaux usées domestiques;

- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 février 1992 déterminant les conditions de restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées agricoles assimilées aux eaux usées domestiques;

- l'arrêté ministériel du 7 février 1992 désignant les fonctionnaires et agents techniques habilités à contrôler sur place le respect par le redevable des conditions d'exemption de la taxe sur le déversement des eaux usées agricoles assimilées aux eaux usées domestiques;

- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 octobre 1992 déterminant la formule de déclaration à la taxe sur le déversement des eaux usées provenant d'établissements où sont gardés ou élevés des animaux.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre ayant la politique de l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 décembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Cadre 3. - Alimentation en eau

(Mentionnez dans le tableau ci-dessous et par origine les volumes annuels d'eau consommée.

Si vous ne savez pas évaluer le volume, indiquez dans la case concernée : « volume indéterminé »).

Distribution publique Nom du distributeur : .....	..... m ³ /an
Eau souterraine (puits, source,...)	..... m ³ /an
Utilisation d'eau pluviale stockée Utilisation d'une prise d'eau de surface	OUI / NON (biffer la mention inutile) OUI / NON (biffer la mention inutile)

Cadre 4. - Calcul de la charge polluante globale des rejets d'eaux usées provenant des établissements où sont gardés ou élevés des animaux

Catégorie d'animaux	Nombre d'animaux (1)	Charge polluante unitaire (2)	Charge polluante totale par catégorie (1) x (2)
BOVINS			
Mâles			
- de moins de 6 mois	x 1,5 =	.....
- de 6 à 12 mois	x 3 =	.....
- de 1 à 2 ans	x 6 =	.....
- de plus de 2 ans	x 7,5 =	.....
Femelles			
- de moins de 1 an	x 1,5 =	.....
- de 1 à 2 ans	x 3,5 =	.....
- vache laitière	x 10 =	.....
- vache allaitante, de réforme et génisse de plus de 2 ans	x 7,5 =	.....
PORCINS			
- porc à l'engraissement	x 1,2 =	.....
- truie en production	x 3 =	.....
VOLAILLES			
- poule pondeuse	x 0,06 =	.....
- poulet de chair	x 0,04 =	.....
- autres volailles	x 0,08 =	.....
OVINS et CAPRINS			
- de moins de 1 an	x 0,25 =	.....
- de plus de 1 an	x 0,7 =	.....
LAPINS	x 0,4 =	.....
EQUINS	x 7 =	.....
TOTAL		

Cadre 5. - Calcul des superficies fertilisées au moyen d'effluents d'élevage

Catégorie et usage (dans l'année de déversement)	Superficie exploitée par le redevable		Superficie des terrains exploités par des tiers et fertilisés au moyen d'effluents d'élevage - superficie des terrains exploités par des tiers et fertilisés au moyen d'effluents d'élevage (ha)
	Superficie totale (ha)	Superficie fertilisée au moyen d'effluents d'éle- vage (ha)	
A. PRAIRIES - prairies à pâturer ou à faucher
B. CEREALES			
- froment
- triticales
- épeautre
- escourgeon
- avoine
- maïs
- autres céréales

Catégorie et usage (dans l'année de déversement)	Superficie exploitée par le redevable		Superficie des terrains exploités par des tiers et fertilisés au moyen d'effluents d'élevage - superficie des terrains exploités par des tiers et fertilisés au moyen d'effluents d'élevage (ha)
	Superficie totale (ha)	Superficie fertilisée au moyen d'effluents d'élevage (ha)	
C. PLANTES INDUSTRIELLES			
- betteraves sucrières
- colza
- lin
- autres plantes industrielles
D. CULTURES FOURRAGERES			
- betteraves fourragères
- fourrages verts
E. POMMES DE TERRE
F. AUTRES CULTURES (à préciser)
TOTAL

Références des tiers sur les terres desquels des effluents d'élevage sont épandus

Nom	Prénoms	Adresse

Je soussigné..... déclare que la présente déclaration est exacte et sincère et peut servir à l'établissement du montant de la taxe sur le déversement des eaux usées.

Je joins à la présente déclaration..... annexes numérotées **dont obligatoirement les copies des factures émises par le distributeur d'eau alimentaire durant l'année de déversement.**

Fait à....., le.....

Signature.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1997 relatif au régime fiscal applicable au déversement d'eaux usées provenant d'établissements où sont gardés ou élevés des animaux.

Namur, le 11 décembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe 2

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE Division de l'Eau	DEMANDE D'EXEMPTION DE LA TAXE SUR LE DEVERSEMENT DES EAUX USEES AGRICOLES ASSIMILEES AUX EAUX USEES DOMESTIQUES ANNEE DE TAXATION 199. ANNEE DE DEVERSEMENT 199.
--	--

Cadre 1. - Identification du demandeur soussigné

- Nom et prénom : - Adresse de l'établissement d'élevage : - N° du répertoire attribué par la Direction Taxe et Redevance de la Division de l'Eau : /

Cadre 2. - Déclaration

Je certifie sur l'honneur que je remplis, au moins depuis le 1 ^{er} janvier de l'année de déversement, les conditions d'exemption définies à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du..... relatif au régime fiscal applicable au déversement d'eaux usées provenant d'établissements où sont élevés ou gardés des animaux. Fait à....., le..... Signature..... N.B. En cas d'épandage des effluents sur terrains de tiers, je joins en annexe les déclarations d'épandage établies par les tiers.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1997 relatif au régime fiscal applicable au déversement d'eaux usées provenant d'établissements où sont élevés ou gardés des animaux.
 Namur, le 11 décembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
 chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
 R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
 G. LUTGEN

Annexe 3

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE Division de l'Eau	ATTESTATION D'EPANDAGE D'EFFLUENTS D'ELEVAGE SUR TERRAINS DE TIERS (A produire uniquement en vue de l'assimilation des eaux usées à des eaux domestiques) ANNEE DE DEVERSEMENT 199.
--	--

Je soussigné.....
 domicilié.....
 propriétaire ou locataire de..... hectares de prés et prairies et de..... hectares de terres de culture atteste par la présente avoir autorisé :
 M.....
 domicilié.....
 à épandre dans l'année 19..... selon les modalités réglementaires, des effluents d'élevage provenant de son établissement sur
 hectares de prés et de prairies et
 hectares de terres de culture.
 Fait à....., le.....
 Signature.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1997 relatif au régime fiscal applicable au déversement d'eaux usées provenant d'établissements où sont élevés ou gardés des animaux.
 Namur, le 11 décembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
 chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
 R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
 G. LUTGEN

Annexe 4

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE Division de l'Eau	DECLARATION D'EPANDAGE D'EFFLUENTS D'ELEVAGE PAR UN TIERS (A produire uniquement en vue de l'exemption de la taxe sur le déversement des eaux usées) ANNEE DE DEVERSEMENT 199.
--	--

Cadre 1. - Identification du tiers soussigné sur les terrains duquel des effluents d'élevage sont épandus

Nom et prénom :

Adresse de l'établissement agricole :

.....

n° de téléphone : /

n° de T.V.A. : / /

L'établissement pratique-t-il la garde ou l'élevage d'animaux : **OUI / NON** (biffer la mention inutile)

Si **OUI** : n° de répertoire du redevable attribué par la Direction Taxe et Redevance de la Division de l'Eau :

..... /

Cadre 2. - Déclaration de superficie

(Uniquement pour les tiers ayant répondu **NON** à la question posée au cadre 1)

Type de culture pratiquée dans l'année de déversement	Superficie exploitée par le tiers	
	Superficie totale (ha)	Superficie fertilisée au moyen d'effluents d'élevage (ha)
A. Prairies		
- prairies à pâturer ou à faucher
B. Céréales		
- froment
- triticale
- épeautre
- escourgeon
- avoine
- maïs
- autres céréales
C. Plantes industrielles		
- betteraves sucrières
- colza
- lin
- autres plantes industrielles
D. Cultures fourragères		
- betteraves fourragères
- fourrages verts

Type de culture pratiquée dans l'année de déversement	Superficie exploitée par le tiers	
	Superficie totale (ha)	Superficie fertilisée au moyen d'effluents d'élevage (ha)
E. Pommes de terre
F. Autres cultures (à préciser)

TOTAL

Cadre 3. - Apports de fertilisants organiques azotés de tiers sur l'exploitation

Dans le courant de l'année de déversement, les apports suivants de fertilisants azotés organiques ont été réalisés :

Provenance (nom et adresse de l'établissement)	Nature des fertilisants organiques apportés (lisier, purin, fumier, fientes de poules, gadoues de fosses septiques, boues d'épuration, autres)	Volume apporté (m ³)	Mois de l'apport

Cadre 4. - Capacités de stockage intermédiaire

(Uniquement pour les tiers ayant répondu NON à la question posée au cadre 1 et qui n'épandent pas directement les effluents apportés)

Présence de cuves et fosses étanches destinées au stockage des lisiers et purins d'élevage : OUI / NON

Cadre 5. - Déclaration

Le soussigné déclare sur l'honneur :

- que les renseignements ci-dessus sont sincères et exacts;

- (pour les tiers ayant répondu NON à la question posée au cadre 1) :

a) respecter les dispositions contenues dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon réglementant les modalités d'épandage des effluents d'élevage;

b) (le cas échéant) que les cuves et fosses destinées au stockage intermédiaire des effluents liquides visés au cadre IV ne sont pas pourvues d'un trop-plein, ne sont pas reliées à un égout public, à une eau de surface ordinaire, à une voie artificielle d'écoulement des eaux pluviales ou à un puits perdu et assimilé ou directement à une eau souterraine et que le produit de la vidange est intégralement épandu sur les terres;

- (pour les tiers ayant répondu OUI à la question posée au cadre I) : respecter les conditions d'exemption de la taxe sur le déversement des eaux usées agricoles définies à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1997 relatif au régime fiscal applicable au déversement d'eaux usées provenant d'établissements où sont élevés ou gardés des animaux;

- autoriser les fonctionnaires compétents à contrôler sur place le respect des dispositions réglementaires mentionnées à l'article 5 de l'arrêté précité du Gouvernement wallon du 11 décembre 1997.

Fait à....., le.....

Signature.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1997 relatif au régime fiscal applicable au déversement d'eaux usées provenant d'établissements où sont élevés ou gardés des animaux.

Namur, le 11 décembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 497

[C - 98/27102]

**11. DEZEMBER 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung
über die auf die Einleitung der Abwässer aus Betrieben,
in denen Tiere gehalten oder gezüchtet werden, anwendbare Besteuerung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung industrieller und häuslicher Abwässer, so wie es durch die Dekrete vom 25. Juli 1991, vom 23. Dezember 1993 und vom 7. März 1996 abgeändert wurde, insbesondere die Artikel 1, 9°, 3, 3°, b, und 13 § 4;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989, vom 4 Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß auf Grund der gesammelten Erfahrungen und in Anwendung der dekretalen Abänderung vom 23. Dezember 1993 der Anlaß besteht, die auf die Einleitung der Abwässer aus Betrieben, in denen Tiere gehalten oder gezüchtet werden, anwendbare Besteuerung genauer zu bestimmen und anzupassen;

In der Erwägung, daß es notwendig ist, unverzüglich die vorschriftsmäßigen Maßnahmen zur Feststellung der ohne Zählvorrichtung erzeugten landwirtschaftlichen Abwassermengen zu ergreifen;

In der Erwägung, daß es notwendig ist, so schnell wie möglich das Formular für die Erklärung zur Ausbringung der Tierzucht abwässer durch Drittpersonen abzuändern;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° "Dekret": das Dekret vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern, so wie es abgeändert wurde;

2° "Abgabe": die Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern;

3° "Verwaltung": die Direktion Steuern und Gebühren der Abteilung Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° "Tierzucht abwässer": Mist, Gülle und Jauche;

5° "Mist": das Gemisch von Streu, Urin und tierischen Exkrementen;

6° "Gülle": das einstreufreie Gemisch von Exkrementen und Urin;

7° "Jauche": der Urin allein oder die Flüssigkeit, die eventuell aus dem Mist abläuft;

Art. 2 - Das in Artikel 19 des Dekrets erwähnte Erklärungsformular, das insbesondere die Angaben enthält, die es der Verwaltung ermöglichen, die industrielle oder häusliche Kategorie der eingeleiteten Abwässer zu bestimmen, wird entsprechend dem in der Anlage 1 des vorliegenden Erlasses dargestellten Muster aufgestellt.

Art. 3 - Falls die Belastung der Einleitung von Tierzucht abwässern jeweils höchstens 45 Einheiten pro Hektar darstellt, werden die landwirtschaftlichen Abwässer den häuslichen Abwässern gleichgestellt.

Die Belastung wird durch Anwendung der in der Anlage 3 des Dekrets festgelegten Einheitsquoten auf die Anzahl der Tiere der jeweiligen Kategorien bestimmt.

Im Falle der Ausbringung der Gesamtheit oder eines Teils der Tierzucht abwässer auf Geländen von Drittpersonen, wird zur Bestimmung der pro Hektar ausgebrachten Belastung die Fläche dieser Gelände in Betracht gezogen, insofern der Abgabepflichtige dem in Artikel 2 erwähnten Erklärungsformular die von den Drittpersonen ausgestellte Ausbringungsbescheinigung gemäß dem in der Anlage 3 des vorliegenden Erlasses dargestellten Muster beifügt.

Art. 4 - § 1. Die Zahlungsbefreiung von der Abgabe für die Einleitung der den häuslichen Abwässern gleichgestellten landwirtschaftlichen Abwässer wird denjenigen Betrieben gewährt, die folgende Bedingungen erfüllen:

1° Lagerung der Tierzucht abwässer:

a) die Gebäude, in denen die Tiere untergebracht sind, müssen mit einem undurchlässigen Becken versehen sein, in dem Gülle und Jauche aufgefangen werden oder müssen derart gebaut sein, daß die Flüssigkeiten nicht aus der Stallhaltungsfläche auslaufen können;

b) die Becken und die Gebäude, in denen die Tiere untergebracht sind, dürfen nicht mit einer öffentlichen Kanalisation, mit gewöhnlichem Oberflächenwasser, mit einer künstlichen Abflußleitung für Regenwasser, mit einer Sickergarbe und gleichgestellter Vorrichtung oder unmittelbar mit Grundwasser verbunden sein;

c) auf dem Betriebsgelände muß der aus dem Stall entfernte Mist auf einer undurchlässigen Fläche gelagert werden, und die Flüssigkeiten müssen entweder in einer Jauchegrube aufgesammelt oder von einem auf dem Land verteilbaren Material aufgesaugt werden; eine Vorrichtung, die das Regenwasser von der Jauche trennt, kann vorgesehen werden;

d) die Becken und Gruben, welche die flüssigen Abwässer aufsammeln, werden nicht mit einem Überlauf versehen und ihr Inhalt wird regelmäßig auf dem Land ausgebracht;

2° Die Ausbringung der Tierzucht abwässer wird gemäß den Bestimmungen des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 4. Juli 1991 zur Regelung der Modalitäten für die Ausbringung der Tierzucht abwässer durchgeführt.

§ 2. Für die Einleitung von landwirtschaftlichen Abwässern, die häuslichen Abwässern gleichgestellt sind, kann nur dann eine Befreiung von der Abgabe gewährt werden, wenn sie einem Höchstvolumen von 2,5 m³ je erzeugte Belastungseinheit entspricht.

§ 3. Um von der Zahlung der Abgabe befreit zu werden, muß der Abgabepflichtige:

1° ehrenwörtlich bestätigen, daß er die Befreiungsbedingungen erfüllt, in dem er das nach dem in der Anlage 2 des vorliegenden Erlasses abgebildete Muster aufgestellte Antragsformular ausfüllt;

2° das in Artikel 2 erwähnte Erklärungsformular sorgfältig ausfüllen;

3° die beiden oben erwähnten Unterlagen spätestens bis zum 31. März des Jahres, das auf das Jahr der Einleitung der Abwässer folgt, an die Verwaltung schicken.

§ 4. Dem Abgabepflichtigen, der einen Teil seiner Abwässer auf die Gelände dritter Landwirte ausbringt oder ausbringen läßt und der selber den in § 1 festgelegten Bedingungen nachkommt, kann die Befreiung von der Abgabe gewährt werden, wenn die betroffenen Drittpersonen:

- die in § 1 festgelegten Befreiungsbedingungen beachten, wenn sie selber einen Betrieb leiten, in dem Tiere gehalten oder gezüchtet werden, und andernfalls die in § 1, 1°, b), d) und 2° festgelegten Befreiungsbedingungen beachten, wenn die zugeführten Abwässer vorübergehend vor der Ausbringung gelagert werden;

- den in § 5 erwähnten Beamten erlauben, Kontrollen innerhalb ihres eigenen Betriebs vorzunehmen;

- nach dem in der Anlage 4 des vorliegenden Erlasses abgebildeten Muster eine ehrenwörtliche Erklärung aufstellen, die der Abgabepflichtige dem in Artikel 2 erwähnten Erklärungsformular beifügt.

§ 5. Zur Überprüfung an Ort und Stelle, ob der Abgabepflichtige die Bedingungen für die Befreiung von der Abgabe beachtet, sind die mit einer technischen Aufgabe beauftragten Beamten und Vertragspersonalmitglieder befugt, die der Direktion der Steuern und Gebühren der Abteilung für das Wasser oder der Abteilung Umweltpolizei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zugeteilt wurden.

§ 6. Der zu einer Befreiungsmaßnahme berechnete Abgabepflichtige, hat die Verwaltung unverzüglich zu informieren, sobald er die in den §§ 1 und 4 aufgezeichneten Bedingungen nicht mehr erfüllt.

Art. 5 - Für die Personen, die landwirtschaftliche Abwässer einleiten, die nicht den in Artikel 4 des vorliegenden Erlasses erwähnten Befreiungsbedingungen entsprechen, und die das gesamte entnommene Wasservolumen nicht mittels Zählvorrichtungen bestimmen können, erhält man das zur Festsetzung des Betrags der Abgabe zu berücksichtigende Volumen durch das Zusammenzählen des vermutlichen Verbrauchs des Haushalts, das heißt 100 m³, und des geschätzten Verbrauchs des Viehbestands, der auf 1,8 m³ je Belastungseinheit festgelegt wird.

Wenn das gemessene Volumen unter 1,2 m³ je Belastungseinheit liegt, wird vermutet, daß die Gesamtheit des entnommenen Wasservolumens nicht anhand von Zählvorrichtungen bemessen wurde.

Art. 6 - Es werden außer Kraft gesetzt:

- der Erlaß der wallonischen Regionalexekutive vom 31. Januar 1991 zur Abgrenzung der Kategorie der den häuslichen Abwässern gleichgestellten landwirtschaftlichen Abwässer;

- der Erlaß der wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991 zur Bestimmung der Bedingungen, unter denen die Abgabe für die Einleitung der den häuslichen Abwässern gleichgestellten landwirtschaftlichen Abwässer nicht zu entrichten ist;

- der Erlaß der wallonischen Regionalexekutive vom 20. Februar 1992 zur Bestimmung der Bedingungen, unter denen die Abgabe für die Einleitung der den häuslichen Abwässern gleichgestellten landwirtschaftlichen Abwässer nicht zu entrichten sind;

- der Ministerialerlaß vom 7. Februar 1992 zur Bestimmung der technischen Beamten und Bediensteten, die befugt sind, an Ort und Stelle zu überprüfen, ob der Abgabepflichtige die Bedingungen für die Befreiung von der Abgabe für die Einleitung der den häuslichen Abwässern gleichgestellten landwirtschaftlichen Abwässer beachtet.

- der Erlaß der wallonischen Regionalexekutive vom 15. Oktober 1992 zur Bestimmung des Formulars für die Erklärung zur Ermittlung der Höhe der Abgabe für die Einleitung der Abwässer aus Betrieben, in denen Tiere gehalten oder gezüchtet werden.

Art. 7 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Dezember 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Feld 3 - Wasserversorgung

(In der nachstehenden Tabelle bitte das jährliche Volumen verbrauchten Wassers und dessen Herkunft angeben.
Wenn das Volumen nicht ermittelt werden kann, dann bitte im betreffenden Kästchen "unbestimmtes Volumen" vermerken.)

Öffentliche Versorgung Name der dafür zuständigen Einrichtung: .....	..... m ³ /Jahr
Grundwasser (Brunnen, Quelle,...)	..... m ³ /Jahr
Verbrauch von gespeichertem Regenwasser Entnahme von Oberflächenwasser	JA / NEIN (Unzutreffendes bitte streichen) JA / NEIN (Unzutreffendes bitte streichen)

**Feld 4 - Errechnung der globalen Belastung der Ableitungen von Abwässern aus Betrieben,
in denen Tiere gehalten oder gezüchtet werden**

Kategorie Tiere	Anzahl Tiere (1)	Belastung je Einheit (2)	GESAMTBELASTUNG JE KATEGORIE (1) x (2)
RINDER: Männlich: - unter 6 Monaten - von 6 bis 12 Monaten - von 1 bis 2 Jahren - über 2 Jahre Weiblich: - unter 1 Jahr - von 1 bis 2 Jahren - Milchkuh - Mutterkuh, Schlachtkuh und Kalbe über 2 Jahre	x 1,5 = x 3 = x 6 = x 7,5 = x 1,5 = x 3,5 = x 10 = x 7,5 =	..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... .....
SCHWEINE: - Mastschwein - Zuchtsau	x 1,2 = x 3 =	..... .....
GEFLÜGEL: - Legehennen - Masthähnchen - sonstige Geflügel	x 0,06 = x 0,04 = x 0,08 =	..... ..... .....
SCHAFE UND ZIEGEN: - unter 1 Jahr - über 1 Jahr	x 0,25 = x 0,7 =	..... .....
KANINCHEN:	x 0,4 =	.....
PFERDE:	x 7 =	.....
TOTAL			.....

Feld 5 - Errechnung der mit Tierzucht abwässern gedüngten Flächen

Kategorie und Verwendungskategorie (im Laufe des Ableitungsjahres)	Vom Abgabepflichtigen genutzte Fläche		Fläche des von Drittpersonen genutzten und mit Tier- zucht abwässern gedüngten Geländes (ha)
	Gesamtfläche (ha)	Mit Tierzucht abwässern gedüngte Fläche (ha)	
A. WEIDEN - Mähwiesen oder Weidewiesen
B. GETREIDE - Weizen - Triticum - Spelz - Wintergerste - Hafer - Mais - sonstige Getreide

Kategorie und Verwendungskategorie (im Laufe des Ableitungsjahres)	Vom Abgabepflichtigen genutzte Fläche		Fläche des von Drittpersonen genutzten und mit Tier- zuchtabwässern gedüngten Geländes (ha)
	Gesamtfläche (ha)	Mit Tierzuchtabwässern gedüngte Fläche (ha)	
C. INDUSTRIEPFLANZEN - Zuckerrübe - Raps - Flachs - sonstige Industriepflanzen
D. FUTTERBAU - Futterrübe - Grünfütter
E. KARTOFFELN
F. SONSTIGE KULTUREN (bitte näher angeben)
GESAMTFLÄCHE

Angaben zu den Drittpersonen, auf deren Grundstück Tierzuchtabwässer aufgebracht werden:

Name	Vorname	Adresse

Ich,..... erkläre hiermit, daß vorliegende Erklärung ehrlich und richtig ist und zur Ermittlung der Höhe der Abgabe für die Ableitung der Abwässer dienen kann.

Vorliegender Erklärung füge ich,..... numerierte Anlagen bei; **dazu gehören zwangsweise die Abschriften der von der für die Wasserversorgung zuständigen Einrichtung im Laufe des Ableitungsjahres erstellten Rechnungen.**

.....den
Unterschrift.....

Gesehen, um dem Erlaß der wallonischen Regierung vom 11. Dezember 1997 über die auf die Einleitung von Abwässern aus Betrieben, in denen Tiere gehalten oder gezüchtet werden, anwendbare Besteuerung, beigelegt zu werden.

Namur, den 11. Dezember 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage 2

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION Abteilung Wasser	ANTRAG AUF BEFREIUNG VON DER ABGABE FÜR DIE EINLEITUNG DER DEN HÄUSLICHEN ABWÄSSERN GLEICHGESTELLTEN LANDWIRTSCHAFTLICHEN ABWÄSSER VERANLAGUNGSJAHR 199. ABLEITUNGSJAHR 199.
---	---

Feld 1 - Identifikation des unterzeichnenden Antragstellers

- Name und Vorname:.....

- Adresse des Zuchtbetriebs:.....

.....

- Die von der Direktion Steuern und Gebühren der Abteilung für das Wasser zugewiesene Repertoriumnummer:
 /

Feld 2 - Erklärung

Hiermit bestätige ich ehrenwörtlich, daß ich mindestens seit dem 1. Januar des Ableitungsjahres die für die Befreiung von der Abgabe vorgesehenen Bedingungen erfülle, die in Artikel 5 des Erlasses der wallonischen Regierung vom..... über die auf die Einleitung der Abwässer aus Betrieben, in denen Tiere gehalten oder gezüchtet werden, anwendbare Besteuerung, bestimmt sind.
, den.....

Unterschrift.....

N.B. Im Falle einer Ausbringung der Abwässer auf dem Gelände von Drittpersonen, füge ich als Anlage die von den Drittpersonen abgegebenen Ausbringungserklärungen bei.

Gesehen, um dem Erlaß der wallonischen Regierung vom 11. Dezember 1997 über die auf die Einleitung von Abwässer aus Betrieben, in denen Tiere gehalten oder gezüchtet werden, anwendbare Besteuerung, beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Dezember 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
 R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
 G. LUTGEN

Anlage 3

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION Abteilung Wasser	BESCHEINIGUNG ÜBER DIE AUSBRINGUNG VON TIERZUCHTABWÄSSERN AUF GELÄNDEN VON DRITTPERSONEN (Bitte nur im Hinblick auf eine Gleichstellung der Abwässer mit häuslichen Abwässern vorlegen) ABLEITUNGSJAHR 199.
---	--

Ich,.....
 wohnhaft.....
 Eigentümer oder Mieter von.....Hektar Wiesen und Weiden und von.....Hektar Anbaufläche, bescheinige hiermit,
 Herrn.....
 wohnhaft.....
 gestattet zu haben, im Jahre 19.... gemäß den Vorschriftsmaßnahmen Tierzucht abwässer aus seinem Betrieb auf:
Hektar Wiesen und Weiden
Hektar Anbaufläche auszubringen.
, den.....

Unterschrift.....

Gesehen, um dem Erlaß der wallonischen Regierung vom 11. Dezember 1997 über die auf die Einleitung von Abwässer aus Betrieben, in denen Tiere gehalten oder gezüchtet werden, anwendbare Besteuerung, beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Dezember 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
 R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
 G. LUTGEN

Anlage 4

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION Abteilung Wasser	ERKLÄRUNG ÜBER DIE AUSBRINGUNG VON TIERUCHTABWÄSSERN DURCH EINE DRITTPERSON (Bitte nur im Hinblick auf eine Befreiung von der Abgabe für die Einleitung der Abwässer vorlegen) ABLEITUNGSJAHR 199.
---	--

Feld 1 - Identifikation der unterzeichnenden Drittperson

Name und Vorname:

Adresse des landwirtschaftlichen Betriebs:

.....

Telefonnr.: /

Nr. der MwSt.: / /

Werden in dem Betrieb Tiere gehalten oder gezüchtet: **JA / NEIN** (Unzutreffendes bitte streichen)

Wenn **JA**: die von der Direktion Steuern und Gebühren der Abteilung Wasser zugewiesene Repertoriumnummer:
..... /

Feld 2 - Erklärung über die genutzten Flächen

(Nur für die Drittpersonen, die auf die Frage in Feld 1 mit **NEIN** geantwortet haben)

Die im Ableitungsjahr angebauten Kulturarten	Von der Drittperson genutzte Fläche	
	Gesamtfläche (ha)	Mit Tierzucht abwässern gedüngte Fläche (ha)
A. Weiden		
- Mähwiesen oder Weidewiesen
B. Getreide		
- Weizen
- Triticum
- Spelz
- Wintergerste
- Hafer
- Mais
- Sonstige Getreide
C. Industriepflanzen		
- Zuckerrüben
- Raps
- Flachs
- Sonstige Industriepflanzen
D. Futterbau		
- Futterrübe
- Grünfutter
E. Kartoffeln
F. Andere kulturen (bitte angeben)

GESAMTFLÄCHE

Feld 3 - Von Drittpersonen im Betrieb zugeführte stickstoffhaltige organische Düngemittel

Im Laufe des Ableitungsjahres wurden folgende stickstoffhaltige organische Düngemittel zugeführt:

Herkunft (Name und Adresse des Betriebs)	Art der zugeführten stickstoffhaltigen organischen Düngemittel (Gülle, Jauche, Mist, Geflügelkot, Kot aus Faulgruben, Klärrückstände, sonstiges)	Zugeführtes Volumen (m ³)	Monat der Zufuhr

Feld 4 - Nutzinhalte der Zwischenlagerung

(Nur für die Drittpersonen, die auf die Frage in Feld 1 mit NEIN geantwortet haben und die die zugeführten Abwässer nicht sofort ausbringen)

Vorhandensein von undurchlässigen Becken und Gruben, die zur Lagerung von Gülle und Jauche aus der Tierzucht bestimmt sind:

JA / NEIN

Feld 5 - Erklärung

Der Unterzeichnete erklärt hiermit ehrenwörtlich:

- daß die oben angeführten Auskünfte ehrlich und richtig sind;

- (für die Drittpersonen, die auf die Frage in Feld 1 mit NEIN geantwortet haben):

- a) daß er die im Erlaß der wallonischen Regionalexekutive zur Regelung der Modalitäten für die Ausbringung der Tierzucht abwässer enthaltenen Bestimmungen beachtet;
- b) (gegebenenfalls) daß die Becken und Gruben, die zur Zwischenlagerung der in Feld IV erwähnten flüssigen Abwässer bestimmt sind, nicht mit einem Überlauf versehen sind, nicht mit einer öffentlichen Kanalisation, mit gewöhnlichem Oberflächenwasser, mit einer künstlichen Abflußleitung für Regenwasser, mit einer Sickergrube und gleichgestellter Vorrichtung oder unmittelbar mit Grundwasser verbunden sind.

- (für die Drittpersonen, die auf die Frage in Feld 1 mit JA geantwortet haben): daß er die in Artikel 5 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 11. Dezember 1997 über die auf die Einleitung der Abwässer aus Betrieben, in denen Tiere gehalten oder gezüchtet werden, anwendbare Besteuerung, bestimmten Bedingungen für die Befreiung von der Abgabe für die Einleitung der landwirtschaftlichen Abwässer beachtet;

- daß er den zuständigen Beamten erlaubt, an Ort und Stelle zu überprüfen, ob die in Artikel 5 des oben erwähnten Erlasses der wallonischen Regierung vom 11. Dezember 1997 vorschriftsmäßigen Bestimmungen beachtet werden.

....., den.....
Unterschrift.....

Gesehen, um dem Erlaß der wallonischen Regierung vom 11. Dezember 1997 über die auf die Einleitung von Abwässer aus Betrieben, in denen Tiere gehalten oder gezüchtet werden, anwendbare Besteuerung, beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Dezember 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 497

[C — 98/27102]

11 DECEMBER 1997. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het belastingstelsel dat van toepassing is op lozingen van afvalwater uit veehouderijen of -fokkerijen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, zoals gewijzigd bij de decreten van 25 juli 1991, 23 december 1993 en 7 maart 1996, inzonderheid op de artikelen 1, 9°, 3, 3°, b, en 13, § 4;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het belastingstelsel dat van toepassing is op lozingen van afvalwater uit veehouderijen of -fokkerijen nader bepaald en aangepast moet worden op grond van de opgedane ervaring en van de decreetswijziging van 23 december 1993;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk reglementaire maatregelen genomen moeten worden voor de bepaling van de hoeveelheden afvalwater uit de landbouw die niet met een teller gemeten kunnen worden;

Overwegende dat het aangifteformulier voor de verspreiding van dierlijke meststoffen door een derde zo spoedig mogelijk moet worden gewijzigd;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting,

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, zoals gewijzigd;

2° "belasting" : de belasting op lozingen van industrieel en huishoudelijk afvalwater;

3° "Bestuur" : de Directie Belastingen en Heffingen van de Afdeling Water van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° "dierlijke meststoffen" : mest, aalt en gier;

5° "mest" : vermenging van stalstro, urine en dierlijke uitwerpselen;

6° "aalt" : de zuivere uitwerpselen en urine;

7° "gier" : uitsluitend urine of het vocht dat eventueel uit mest siepelt.

Art. 2. Het in artikel 19 van het decreet bedoelde aangifteformulier dat met name de gegevens bevat op grond waarvan het Bestuur de industriële of huishoudelijke categorie van het geloosde afvalwater kan bepalen, wordt opgemaakt op basis van het in bijlage 1 bij dit besluit voorkomende formulier.

Art. 3. Wanneer de vervuilende last van dierlijke meststoffen wordt verspreid naar verhouding van maximum 45 eenheden per ha, wordt het afvalwater uit de landbouw gelijkgesteld met huishoudelijk afvalwater.

De vervuilende last wordt bepaald door de in bijlage 3 bij het decreet vastgestelde eenheden toe te passen op grond van het aantal dieren in elke categorie.

Als de dierlijke meststoffen geheel of gedeeltelijk op terreinen van derden worden verspreid, wordt de oppervlakte van deze terreinen in aanmerking genomen voor de bepaling van de per ha verspreide vervuilende last, voor zover de belastingplichtige bij het in artikel 2 bedoelde aangifteformulier de verspreidingsattesten voegt die door derden zijn opgemaakt aan de hand van het in bijlage 3 bij dit besluit bedoelde formulier.

Art. 4. § 1. De belasting op lozingen van met huishoudelijk afvalwater gelijkgesteld afvalwater uit de landbouw moet niet betaald worden door bedrijven die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° opslag van dierlijke meststoffen :

a) de veehouderijen zijn voorzien van een waterdichte tank voor de opslag van aalt en gier, of zijn zodanig gebouwd dat het mestvocht niet uit de stalruimten kan wegvloeien;

b) de tanks en de veehouderijen zijn niet aangesloten op een openbare riolering, noch op gewoon oppervlaktewater, een kunstmatige afwateringsweg voor regenwater, een zinkput of een daarmee gelijkgestelde put, noch rechtstreeks op grondwater;

c) binnen het bedrijf wordt het uit de stal gehaalde mest in een waterdichte ruimte opgeslagen en wordt het vocht hetzij in een gierput opgevangen, hetzij door een materie opgezogen die over het land kan worden verspreid; het bedrijf kan uitgerust worden met een apparatuur voor de scheiding van regenwater en gier;

d) de tanks en putten voor de opslag van vloeibare meststoffen zijn niet voorzien van een overloop en het voortbrengsel van hun ruiming wordt volledig over het land verspreid;

2° dierlijke meststoffen worden verspreid overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 4 juli 1991 tot regeling van de verspreiding van dierlijke meststoffen.

§ 2. Een belastingvrijstelling kan enkel toegestaan worden voor lozingen van met huishoudelijk water gelijkgesteld afvalwater uit de landbouw waarvan het volume maximum 2,5 m³ per eenheid geproduceerde vervuilende last bedraagt.

§ 3. Om een belastingvrijstelling te genieten moet de belastingplichtige :

1° in het aanvraagformulier, dat is opgemaakt op grond van het in bijlage 2 bij dit besluit bedoelde formulier, op zijn erewoord verklaren dat hij aan de vrijstellingsvoorwaarden voldoet;

2° het in artikel 2 bedoelde aangifteformulier behoorlijk invullen;

3° beide formulieren uiterlijk 31 maart van het jaar na dat van de lozing terugsturen naar het Bestuur.

§ 4. De belastingplichtige die een deel van zijn meststoffen op terreinen van derde-landbouwers verspreidt of laat verspreiden, en die zelf voldoet aan de in § 1 bedoelde voorwaarden, kan de belastingvrijstelling genieten indien de betrokken derden :

- de in § 1 vermelde vrijstellingsvoorwaarden vervullen als ze zelf een veehouderij of -fokkerij exploiteren en, in het tegenovergestelde geval, de in § 1, 1°, b), d) en 2°, bedoelde voorwaarden als de aangevoerde meststoffen voorlopig opgeslagen zijn vooraleer ze verspreid worden;

- de in § 5 bedoelde ambtenaren controles laten uitvoeren binnen hun eigen bedrijf;

- aan de hand van het in bijlage 4 bij dit besluit bedoelde formulier een verklaring op erewoord afleggen, die bij het in artikel 2 bedoelde aangifteformulier te voegen is.

§ 5. De met een technisch ambt belaste ambtenaren en contractuelen die aangesteld zijn bij de Directie Belastingen en Heffingen van de Afdeling Water of Leefmilieupolitie van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest, zijn gemachtigd om ter plaatse na te gaan of de belastingplichtige voldoet aan de voorwaarden om in aanmerking te komen voor de belastingvrijstelling.

§ 6. De belastingplichtige die een vrijstellingsmaatregel geniet, is gehouden het Bestuur onmiddellijk te verwittigen zodra hij niet meer voldoet aan de in de §§ 1 en 4 bedoelde voorwaarden.

Art. 5. Voor personen die afvalwater uit de landbouw lozen, de in artikel 4 van dit besluit bedoelde vrijstellingsvoorwaarden niet vervullen en de totale hoeveelheid afgetapt water niet d.m.v. een teller kunnen bepalen, wordt het volume op grond waarvan het bedrag van de belasting wordt berekend, verkregen door de optelling van het vermoedelijke verbruik van het gezin, te weten 100 m³, en het geschatte verbruik van de veestapel, vastgesteld op 1,8 m³ per eenheid vervuilende last.

Er wordt verondersteld dat het totaalvolume afgetapt water niet d.m.v. een teller wordt gemeten wanneer het kleiner is dan 1,2 m³ per eenheid vervuilende last.

Art. 6. Opgeheven worden :

- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 januari 1991 tot bepaling van de categorie afvalwater uit de landbouw dat gelijkgesteld is met huishoudelijk afvalwater;

- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 september 1991 tot bepaling van de voorwaarden inzake de vrijstelling van de belasting op het lozen van het met huishoudelijk afvalwater gelijkgesteld afvalwater uit de landbouw;

- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 februari 1992 tot bepaling van de voorwaarden inzake de terugbetaling van de belasting op het lozen van het met huishoudelijk afvalwater gelijkgesteld afvalwater uit de landbouw;

- het ministerieel besluit van 7 februari 1992 tot aanwijzing van de ambtenaren en technische personeelsleden die gemachtigd zijn om de naleving door de belastingplichtige van de voorwaarden inzake de vrijstelling van de belasting op het lozen van het met huishoudelijk afvalwater gelijkgesteld afvalwater uit de landbouw ter plaatse te controleren;

- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 oktober 1992 tot bepaling van het aangifteformulier betreffende de belasting op het lozen van afvalwater afkomstig van veehouderijen of -fokkerijen.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 december 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Vak 3. - Watervoorziening

(De jaarlijks verbruikte hoeveelheden water en de herkomst ervan in de tabel hieronder aangeven.

Indien u die hoeveelheden niet kunt evalueren, gelieve « onbepaalde hoeveelheid » in het daartoe bestemde vak aan te brengen).

Openbare watervoorziening Naam van de watervoorzieningsmaatschappij : .....	..... m ³ / jaar
Grondwater (waterputten, bron,...)	..... m ³ / jaar
Gebruik van opgeslagen regenwater Gebruik van een oppervlaktewaterwinning	JA / NEE (schrappen wat niet past) JA / NEE (schrappen wat niet past)

Vak 4. - Berekening van de totale hoeveelheid vervuilende last van afvalwaterlozingen uit veehouderijen of -fokkerijen

Categorie dieren	Aantal dieren (1)	Eenheidshoeveel- heid vervui- lende last (2)	Totale hoeveelheid vervuilende last per categorie
RUNDEREN			
Mannetjes			
- jonger dan 6 maanden	x 1,5 =	.....
- van 6 à 12 maanden	x 3 =	.....
- van 1 à 2 jaar	x 6 =	.....
- ouder dan 2 jaar	x 7,5 =	.....
Vrouwtjes			
- jonger dan 1 jaar	x 1,5 =	.....
- van 1 à 2 jaar	x 3,5 =	.....
- melkkoe	x 10 =	.....
- zoogkoe, afgedankte koe en vaars	x 7,5 =	.....
- ouder dan 2 jaar		
VARKENS			
- mestvarkens	x 1,2 =	.....
- zeug in productie	x 3 =	.....
PLUIMVEE			
- legkip	x 0,06 =	.....
- vleeskip	x 0,04 =	.....
- ander pluimvee	x 0,08 =	.....
SCHAPEN EN GEITEN			
- jonger dan 1 jaar	x 0,25 =	.....
- ouder dan 1 jaar	x 0,7 =	.....
KONIJNEN	x 0,4 =	.....
PAARDEN	x 7 =	.....
TOTAAL			.....

Vak 5. - Berekening van de met dierlijke meststoffen bemeste oppervlakten

Categorie en bestemming (in de loop van het lozingsjaar)	Oppervlakte geëxploiteerd door de belastingplichtige		Oppervlakte van door derden geëxploiteerde terreinen die bemest zijn met dierlijke meststoffen (ha)
	Totale oppervlakte (ha)	Oppervlakte bemest met dierlijke meststoffen (ha)	
A. GRASLAND - maai- of grasweide
B. GRAANGEWASSEN			
- tarwe
- tritiale
- spelt
- wintergerst
- haver
- mais
- andere graangewassen
C. INDUSTRIELE GEWASSEN			
- suikerbiet
- koolzaad
- vlas
- andere industriële gewassen

Categorie en bestemming (in de loop van het lozingsjaar)	Oppervlakte geëxploiteerd door de belastingplichtige		Oppervlakte van door derden geëxploiteerde terreinen die bemest zijn met dierlijke meststoffen (ha)
	Totale oppervlakte (ha)	Oppervlakte bemest met dierlijke meststoffen (ha)	
D. VOEDERTEELTEN - voederbiet - voergras
E. AARDAPPELEN
F. ANDERE TEELTEN (nader te bepalen)
TOTAAL

Personalia van derden op wier land dierlijke meststoffen worden verspreid

Naam	Voornamen	Adres

Ik ondergetekende..... bevestig hierbij dat deze aangifte oprecht en volledig is en dat ze kan dienen voor de berekening van de belasting op lozingen van afvalwater.

Hierbij voeg ik..... genummerde bijlagen, waaronder noodzakelijkerwijs de afschriften van de gedurende het lozingsjaar door de watervoorzieningsmaatschappij opgemaakte facturen.

Opgemaakt te, op

Handtekening.....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1997 betreffende het belastingstelsel dat van toepassing is op lozingen van afvalwater van veehouderijen of -fokkerijen
Namen, 11 december 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage 2

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST Afdeling Water	AANVRAAG OM VRIJSTELLING VAN DE BELASTING OP LOZINGEN VAN MET HUISHOUELIJK AFVALWATER GELIJKGESTELD AFVALWATER UIT DE LANDBOUW AANSLAGJAAR 199. LOZINGSJAAR 199.
--	---

Vak 1. - Personalia van de ondergetekende aanvrager

<p>- Naam en voornaam :</p> <p>- Adres van de veefokkerij :</p> <p>.....</p> <p>- Registratienummer toegewezen door de Directie Belastingen en Heffingen van de Afdeling Water : /</p>
--

Vak 2. - Verklaring

<p>Ik verklaar op mijn erewoord dat ik sinds tenminste 1 januari van het lozingsjaar voldoe aan de vrijstellingsvoorwaarden bepaald in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1997 betreffende het belastingstelsel dat van toepassing is op lozingen van afvalwater uit veehouderijen of -fokkerijen.</p> <p>Opgemaakt te, op</p> <p>Handtekening</p> <p>N.B. Indien de meststoffen op terreinen van derden worden verspreid, vindt u hierbij de verspreidingsaangiften van de betrokken derden.</p>

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1997 betreffende het belastingstelsel dat van toepassing is op lozingen van afvalwater uit veehouderijen of -fokkerijen.
Namen, 11 december 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage 3

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST Afdeling Water	AANGIFTE VAN VERSPREIDING VAN DIERLIJKE MESTSTOFFEN OP TERREINEN VAN DERDEN (Alleen over te leggen met het oog op de gelijkstelling van afvalwater met huishoudelijk water) LOZINGSJAAR 199.
--	---

Ik ondergetekende

woonachtig te

eigenaar of huurder van..... ha weiden en grasland en van..... ha landbouwgrond, bevestig hierbij dat ik de heer

woonachtig te

voor het jaar 19..... overeenkomstig de reglementaire voorwaarden heb toegelaten dierlijke meststoffen uit zijn bedrijf op.... ha weiden en grasland en.... ha landbouwgrond te verspreiden.

Opgemaakt te, op

Handtekening.....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1997 betreffende het belastingstelsel dat van toepassing is op lozingen van afvalwater van veehouderijen of -fokkerijen.
Namen, 11 december 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage 4

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST Afdeling Water	AANGIFTE VAN VERSPREIDING VAN DIERLIJKE MESTSTOFFEN DOOR EEN DERDE (Alleen over te leggen met het oog op de vrijstelling van de belasting op lozingen van afvalwater) LOZINGSJAAR 199.
--	---

Vak 1. - Personalia van de ondergetekende derde op wier terreinen dierlijke meststoffen worden verspreid

Naam en voornaam :

Adres van het landbouwbedrijf :

.....

telefoonnummer : /

BTWnr. : / /

Worden in het bedrijf nog dieren gehouden of gefokt : **JA** / **NEE** (schrappen wat niet past)

Zo **JA** : registratienummer van de belastingplichtige toegewezen door de Directie Belastingen en Heffingen van de afdeling Water :
 /

Vak 2. - Aangifte van oppervlakte

(Alleen voor derden die NEE hebben geantwoord op de vraag in vak 1)

Type teelt gedurende het lozingsjaar	Oppervlakte geëxploiteerd door een derde	
	Totale oppervlakte (ha)	Oppervlakte bemest met dierlijke meststoffen (ha)
A. Grasland		
- maai- of grasweide
B. Graangewassen		
- tarwe
- triticale
- spelt
- wintergerst
- haver
- maïs
- andere graangewassen
C. Industriële gewassen		
- suikerbiet
- koolzaad
- vlas
- andere industriële gewassen
D. Voederteelten		
- voederbiet
- voergras

Type teelt gedurende het lozingsjaar	Oppervlakte geëxploiteerd door een derde	
	Totale oppervlakte (ha)	Oppervlakte bemest met dierlijke meststoffen (ha)
E. Aardapelen
F. Andere teelten (nader te bepalen)

TOTAAL

Vak 3. - Aanvoer door derden van stikstofhoudende organische meststoffen op het bedrijf

In de loop van het lozingsjaar zijn de volgende stikstofhoudende organische meststoffen aangevoerd :

Herkomst (naam en adres van het bedrijf)	Aard van de aangevoerde organische meststoffen (aalt, gier, mest, kippemest, slijk van septische putten, slib van een zuiveringsinstallatie, andere)	Aangevoerd volume (m ³)	Aanvoermaand

Vak 4. - Tussenopslagcapaciteiten

(Alleen voor derden die NEE hebben geantwoord op de vraag in vak 1 en die de aangevoerde meststoffen niet onmiddellijk verspreiden)

Aanwezigheid van waterdichte tanks en putten voor de opslag van dierlijke aalt en gieren : JA / NEE

Vak 5. - Verklaring

De ondergetekende verklaart op zijn erewoord :

- dat de bovenvermelde gegevens oprecht en juist zijn;

- (voor derden die NEE hebben geantwoord op de vraag in vak 1) :

a) dat hij de in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot regeling van de voorwaarden inzake de verspreiding van dierlijke meststoffen bedoelde bepalingen in acht neemt;

b) (in voorkomend geval) dat de tanks en putten voor de tussenopslag van de in vak IV bedoelde vloeibare meststoffen niet voorzien zijn van een overloop, niet aangesloten zijn op een openbare riolering, gewoon oppervlaktewater, een kunstmatige afwateringsweg of op een zinkput of een daarmee gelijkgestelde put, noch rechtstreeks op grondwater, en dat het voortbrengsel van de ruiming ervan volledig over het land wordt verspreid;

- (voor derden die JA hebben geantwoord op de vraag in vak 1) dat hij voldoet aan de voorwaarden inzake de vrijstelling van de belasting op lozingen van afvalwater uit de landbouw bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1997 betreffende het belastingstelsel dat van toepassing is op lozingen van afvalwater uit veehouderijen of -fokkerijen;

- dat hij de bevoegde ambtenaren toelaat om ter plaatse na te gaan of de reglementaire bepalingen bedoeld in artikel 5 van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 11 december 1997 in acht worden genomen.

Opgemaakt te, op,
Handtekening.....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1997 betreffende het belastingstelsel dat van toepassing is op lozingen van afvalwater uit veehouderijen of -fokkerijen.

Namen, 11 december 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN